

des composants, on transposait cette filiation en affirmant que la classe est un instrument de l'Etat, on bafouerait non seulement la théorie marxiste dans son ensemble (« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes » — **Manifeste Communiste**), mais la réalité actuelle deviendrait un galimatias incompréhensible. Il faudrait, dans ce cas, admettre que s'il existe un Etat fasciste, démocratique soviétique, il existe aussi une classe fasciste, démocratique, soviétique, et que le mode de production n'est pas déterminé par les relations existant entre les rapports sociaux, juridiques et les moyens de production, mais par la relation existant entre les classes et l'Etat.

Au reste, le caractère « en dehors des classes » de l'Etat est permanent pour toute forme étatique : c'est la résultante directe de ce vide qui sépare l'ensemble de la population de la masse des produits, vide qui va être occupé par la classe qui, s'appropriant les moyens de production, contrôle cette masse de produits. Cette distinction de l'Etat par rapport aux classes est, d'autre part, comme Engels l'a prouvé, la forme exclusive sur laquelle peut être construit un Etat. En effet, historiquement les liens de la consanguinité sont remplacés par ceux du territoire, non parce que la gens se transforme formellement en une collectivité de familles ou en une circonscription territoriale, mais parce que la substance même de la nouvelle organisation sociale a changé. Avant, il s'agissait d'une division du travail qui s'effectuait spontanément entre les membres de la gens, par après il s'agira d'imposer une coercition qui ne peut plus s'effectuer sur la base de la consanguinité et de la propriété communales : l'unité économique de la gens ayant été détruite pour toujours. Et puisque le lien consanguin ne peut donner naissance aux classes, c'est dans le mécanisme économique que ces dernières trouveront leurs sources. Dans les conclusions de son livre sur l'origine de la famille, Engels parle également, comme nous l'avons déjà dit, de l'éventualité « où les classes en lutte sont si près de s'équilibrer ». Engels ne reporte pas cette pensée pour déterminer une possibilité (soit-elle contingente), où l'Etat ait une fonction médiatrice, mais, à notre avis, pour mettre en évidence des situations où, provisoirement, les intérêts des classes se trouvent en équilibre, l'Etat peut apparaître comme l'organe médiateur. Mais, chez Engels, il ne s'agit certes pas d'une phase particulière de la vie de l'Etat, mais bien d'une phase particulière de la vie des classes. Ce qui est d'ailleurs prouvé par le fait qu'il parle de l'Etat qui acquiert une indépendance comme « médiateur » en apparence, alors qu'il parle des « classes en lutte et prêtes à s'équilibrer ».

On sait que certains groupes, se réclamant de la gauche communiste, interprètent ce passage de Engels de telle sorte qu'il puisse servir à donner une explication théorique du fascisme et du stalinisme, ainsi que des formes gouvernementales qui ont précédé la victoire du fascisme. Que cela soit en contradiction flagrante avec la pensée véritable d'Engels, est prouvé par cette considération essentielle : nous ne traversons nullement aujourd'hui une période où les classes s'équilibrent. Par contre, nous connaissons une situation tout à fait opposée où les contrastes de classe mûrissent continuellement des antagonismes toujours plus aigus.

Pour la compréhension de la situation actuelle, et nous réservant de traiter dans les chapitres ultérieurs les problèmes relatifs aux différentes formes étatiques existantes, nous considérerons que la formule « l'Etat est l'organe d'une classe » n'est pas, d'un point de vue formel, une réponse en soi aux phénomènes qui se déterminent, la pierre philosophale qui doit être recherchée au travers des faits, mais qu'elle signifie qu'entre la classe et l'Etat se déterminent des rapports qui dépendent de la fonction d'une classe donnée. En particulier, pour ce qui est du prolétariat qui ne fonde pas son Etat dans le but s'assujettir d'autres classes, le problème réside dans la détermination des positions politiques sur lesquelles devra être fondé l'Etat prolétarien par rapport à la Révolution mondiale.

Ainsi que nous l'avons déjà expliqué, chaque période historique est caractérisée par la classe qui se trouve au pouvoir. Etant donné que la fonction de l'Etat découle du rôle de la classe et, qu'en général, pour toutes les classes qui ont précédé le prolétariat, leur rôle consista toujours à asseoir leur domination économi-

que, politique, et à y conformer des types de sociétés : « l'Etat est l'organe de ces classes » dans la mesure où il concrétise la domination de ces dernières.

Pour le prolétariat, le problème se pose sur de toutes autres bases. En effet, si l'on pouvait admettre cette éventualité toute abstraite que le prolétariat puisse réaliser son insurrection à une époque où, grâce à une évolution industrielle poussée extrêmement loin, on puisse passer, du jour au lendemain, de la société capitaliste à la société communiste (la répartition de la masse des produits permettant à tous les producteurs d'assouvir la pleine et libre satisfaction de leurs besoins), si donc pareille éventualité était possible, il n'y aurait aucune nécessité de fonder un Etat prolétarien. Mais l'époque de transition entre la société capitaliste et la société communiste, l'époque de la dictature du prolétariat, est caractérisée par la nécessité de discipliner et de réglementer l'évolution de la production (qui reste insuffisante, même après l'écrasement du capitalisme), de l'orienter vers un épanouissement qui permettra l'établissement de la société communiste. Les menaces de restauration bourgeoise sont également en fonction de cette insuffisance de la production et des forces de production — même dans la période de la dictature du prolétariat — et non pas en unique fonction des velléités réactionnaires des classes dépossédées.

Par conséquent, le rôle du prolétariat ne pourra être compris dans son ensemble, qu'à la condition de considérer qu'à l'opposé des classes qui l'ont précédé, les fondements de son programme aussi bien que la politique de son Etat, instrument de sa domination, ne peuvent être trouvés et réalisés que dans la vision constante du processus de l'évolution progressive de la révolution internationale. Pour le capitalisme, par contre, la substitution de son privilège au privilège féodal, l'époque des révolutions bourgeoises, pouvait s'accompagner d'une coexistence permanente entre les Etats capitalistes et les Etats féodaux et même pré-féodaux. De plus, Marx a mis en lumière le fait que l'une des conditions pour la fondation et le maintien du régime capitaliste consiste justement dans la coexistence entre des régimes bourgeois et des colonies qui permettent un investissement de la plus-value ne donnant pas lieu aux phénomènes et aux contrastes propres de l'économie capitaliste. La vision historique du capitalisme ne peut donc, en aucun cas, être empruntée par le prolétariat, car ce dernier ne peut triompher qu'à la condition d'opposer à la société bourgeoise une société basée sur d'autres principes ; et nous avons déjà expliqué que ces principes ne peuvent s'accompagner que de l'épanouissement du caractère collectif revêtu par les instruments de production, vers la société communiste.

Le rôle du capitalisme, son but, suffisent à indiquer le rôle et le but de ses différentes formes d'Etat : maintenir l'oppression au profit de la bourgeoisie. Pour ce qui est du prolétariat, c'est encore une fois le rôle et le but de la classe ouvrière qui détermineront le rôle et le but de l'Etat prolétarien. La bourgeoisie pourra avoir une série d'orientations politiques contradictoires, par exemple l'Etat fasciste et celui dit démocratique. Mais, en définitive, pour déterminer si certains pays sont capitalistes ou non, nous n'examinerons pas si la nature de la politique qu'ils appliquent est capitaliste : il nous suffira d'établir si ces Etats se fondent sur le principe de la propriété privée pour reconnaître qu'effectivement ils sont capitalistes ; et cela malgré les contradictions au point de vue de l'espace (simultanéité d'un Etat démocratique et fasciste — par exemple : la France et l'Italie) et dans le temps (rupture des programmes rattachés aux formulations démocratiques du siècle passé).

Pareillement, le rôle et le but du prolétariat, c'est-à-dire la révolution mondiale, conditionnent aussi le programme, le rôle et le but de l'Etat prolétarien. Ici le critère de la politique menée par l'Etat n'est plus un élément indifférent pour déterminer son rôle (comme c'est le cas pour la bourgeoisie et pour toutes les classes précédentes), mais un élément d'ordre capital dont va dépendre le rôle de l'Etat prolétarien et, en définitive, sa fonction d'appui à la Révolution mondiale.

Tenant compte que l'Etat n'est, en définitive, que l'instrument de la classe,